

Vous l'aurez noté, à la Conférence de l'Association parlementaire du Commonwealth plusieurs questions d'importance mondiale ont été abordées. A entendre certains représentants des médias ou à lire certains articles et éditoriaux au sujet de cette conférence et des autres conférences parlementaires internationales, on a nettement l'impression que la participation financière du Canada aux affaires du Commonwealth devrait être réduite à sa plus simple expression, voire même éliminée. On estime qu'à une époque de récession et d'austérité le Canada commet une folie en envoyant des délégués à des conférences parlementaires comme celle dont je vous parle aujourd'hui.

Honorables sénateurs, compte tenu des problèmes du monde et de l'interdépendance de tous les pays, cette attitude est tout à fait incompréhensible. Aucun autre des 46 pays qui forment l'Association parlementaire du Commonwealth ne jouit d'autant d'estime que le Canada. A la longue, notre pays finira par profiter de ces bonnes dispositions d'une façon ou d'une autre. Cependant, ce n'est pas ce qui justifie au premier chef sa participation. Si c'était la seule considération, on pourrait à juste titre reprocher aux Canadiens d'être égoïstes.

Nombre des 46 pays sont des pays du tiers monde, des pays en voie de développement, qui ont besoin de la sympathie et de l'aide du Canada. Je parle en mon nom personnel en disant que ces pays ont besoin avant tout de notre compréhension. Par ailleurs, surtout en ce moment de l'histoire du Canada et du monde—un moment où une forte turbulence économique et politique nous secoue—, le Canada doit éviter de perdre la face. Le Canada ne peut pas se permettre de faire fi de l'influence qu'il a sur le plan international. Ne nous méprenons pas, honorables sénateurs, le Canada a de l'influence et les autres pays lui vouent une profonde admiration. Je ne prends pas mes désirs pour la réalité.

● (1530)

Certains honorables sénateurs seront peut-être même surpris d'apprendre que, d'après le produit national brut par habitant, le Canada est le plus riche des 46 pays qui forment l'Association parlementaire du Commonwealth. J'ai sous les yeux les chiffres pour 1979. Cette année-là, le PNB par habitant du Canada était de \$9,650. Je demande aux honorables sénateurs de graver ces chiffres dans leur mémoire. Le pays qui suivait le Canada était l'Australie, avec un PNB par habitant de \$9,100. Le Royaume-Uni venait en troisième position, avec un PNB par habitant de \$6,340. A l'autre extrémité, il y avait le Kenya, avec un PNB par habitant de \$380. Je rappelle aux honorables sénateurs que le Canada a un PNB par habitant de plus de \$9,000. L'Inde, qui est un membre influent et dynamique du Commonwealth et un des pays les plus peuplés du monde—il vient au deuxième rang—a un produit national brut par habitant de \$100.

Honorables sénateurs, si, à cause de la situation économique actuelle, nous suivions les conseils de certains rédacteurs en chef, chroniqueurs et commentateurs, le Canada cesserait de faire partie de cette association. Si c'était indiqué pour le Canada, ne le serait-ce pas encore bien davantage pour les pays plus pauvres? Si nous cessions de faire partie de cette association sous prétexte que nous avons des difficultés financières pour le moment, cela ne serait-il pas encore bien plus indiqué pour des pays comme le Kenya, le Bangladesh voire pour une trentaine de pays du tiers monde, qui sont en voie de

développement? Une telle économie ne serait-elle pas encore bien plus nécessaire à ces pays?

Autrement dit, inconsciemment sans doute, certains journalistes préconisent la dissolution de cette association. Si le Canada, c'est-à-dire le pays le plus riche de tous les pays membres de l'association, se retire, pourquoi les autres pays plus pauvres resteraient-ils? Peut-être sans se rendre compte de ce qu'ils font, ces journalistes préconisent la destruction du Commonwealth.

Honorables sénateurs, nous pourrions pousser le raisonnement un peu plus loin en disant qu'on ferait peut-être bien de ne pas participer à la conférence de l'Union interparlementaire, organisme plus vaste que l'Association parlementaire du Commonwealth. En poussant ce raisonnement jusqu'à l'absurde, on pourrait dire que le Canada devrait se retirer des Nations Unies. S'il en était ainsi, tous les autres pays feraient de même et ce serait la fin de cette organisation.

Il convient de noter honorables sénateurs, que le Royaume-Uni qui a souvent ouvert la voie en ces matières, et qui est en train de traverser, tous en viendront, une difficile période économique, le Royaume-Uni avait délégué dix membres clé du gouvernement Thatcher et du Parlement de Westminster. Cinq d'entre eux portaient le titre de «très honorable». Que faut-il en conclure, honorables sénateurs? Ces cinq représentants étaient des ministres du cabinet. Si quelqu'un désire confirmation de ce fait, j'ai sous la main la liste officielle des délégués.

En outre, la délégation britannique était dirigée par un des principaux membres du gouvernement Thatcher, le très honorable Harry Neil Martin. Je peux me méprendre honorables sénateurs, mais connaissant M^{me} Thatcher et ayant suivi sa carrière depuis quelques années, je la vois mal approuver tant de dépenses de temps et d'efforts et se priver de quelques personnalités politiques influents du Royaume-Uni si elle n'avait pas une haute considération pour cette association. En réalité, pendant des années, M^{me} Thatcher a joué un rôle actif au sein de cette association. Les cinq ministres ne se sont pas rendus aux Bahamas sans l'autorisation de M^{me} Thatcher; quelqu'un oserait-il en douter?

Je pourrais répéter la même chose au sujet de l'Australie. En ces temps difficiles, tout ne va pas pour le mieux en Australie. Quatorze membres du Sénat australien et de la Chambre des représentants ont fait quatre ou cinq fois la distance que les Canadiens ont eu à parcourir, pour assister à cette réunion. Je doute qu'ils se seraient donné tant de mal s'ils n'avaient été convaincus des avantages qu'ils en retireraient.

Honorables sénateurs, la création de l'Association parlementaire du Commonwealth a eu comme effet de rapprocher certains ennemis de longue date. Depuis que cette association a été mise sur pied à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, soit depuis une trentaine d'années, sauf erreur, certains de ses membres se sont fait la guerre à deux reprises. Honorables sénateurs, je rappelle que l'Association compte 40 pays membres. Quelqu'un peut-il s'imaginer qu'au cours de cette période qui a connu littéralement des centaines de confits, grands et petits, l'Association parlementaire du Commonwealth n'ait pas contribué au maintien de la paix? N'eût été sa présence, combien de ces 46 pays n'auraient pas eu recours à la violence,